

Dijon, le 27/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



DIJON CEREALIS-is/tille

21120 IS SUR TILLE

Références : 0005401529/2022-254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement DIJON CEREALIS-is/tille implanté 21120 IS SUR TILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALIS-is/tille
- 21120 IS SUR TILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005401529
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

L'établissement est situé sur la commune d'Is sur Tille, entre la voie ferrée reliant Is sur Tille à Chalindrey et la rue de Triage, à l'est de l'agglomération, sur un terrain d'environ 12.61 hectares.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- EDD
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Autre du 18/07/2019, article {Non Renseigné}	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	/	Sans objet
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Les stockages fractionnés	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.1.1	/	Sans objet
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a montré que l'établissement était exploité de façon satisfaisante. Sur les différents points déclinés lors de la visite, les procédures et contrôles afférents étaient connus et maîtrisés. L'aspect documentaire et la traçabilité sont gérés avec efficacité. Le site est propre, les installations de stockage sont dans un bon état général le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 18/07/2019, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée : Situation administrative selon le rapport de l'Inspection ICPE - mise à jour du tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1999.</p> <p>Rubrique 2160.2.a Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ 83 000 m³ A</p> <p>Rubrique 4702.II. et III.a Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>II. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; - supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %. <p>La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 250 t 5000 t - A (SB)</p> <p>rubrique 2175 Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l Lorsque la capacité totale est : Supérieure à 100 m³ 3750 m³ D</p> <p>rubrique 2260.2.b Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221 ou 3642.</p> <p>2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW 6,45 MW DC</p> <p>rubrique 1510.3 Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>3. Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ 6 000 m³ DC</p>

rubrique 4510.2

Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t

30 t DC

Constats : L'exploitant a souhaité apporter des précisions sur sa situation administrative et notamment au sujet de la rubrique 4702.II. et III.a. afin de confirmer son classement en tant que SEVESO SEUIL BAS.

Des éléments fournis lors de l'inspection :

- la quantité des engrais classés sur la rubrique 4702.II. et III.a. est strictement inférieure à 5000 tonnes (4950 tonnes) .
- l'exploitant souhaite également ajouter une rubrique 4702 IV à hauteur de 2500 tonnes.
- l'exploitant projette de remettre en place l'activité de séchoirs (classée en 2160 à présent) qui a été jusque là suspendue.

Les quantités des engrais à base de nitrate d'ammonium sont gérées par logiciel Jedox.

Le jour de l'inspection, les quantités ont été les suivantes :

- engrais à base de nitrate d'ammonium classé sous la rubrique 4702.II : 78 tonnes ;
- engrais à base de nitrate d'ammonium classé sous la rubrique 4702.III a : 564 tonnes ;
- engrais à base de nitrate d'ammonium classé sous la rubrique 4702.IV : 1339 tonnes ;
- engrais non classé : 1309 tonnes.

Il est demandé à l'exploitant d'adresser un courrier à l'Inspection pour exprimer l'ensemble des changements souhaités dans le classement administratif.

Observations : {Non Renseigné}

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L. 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté doivent être justifiées dans l'étude de dangers.
Constats : L'étude des dangers liés aux engrais solides à base de nitrates a été remise le 2 septembre 2002 pour compléter la demande d'autorisation initiale. L'exploitant a également remis en 2005 une révision du volet de cette étude concernant les silos, conformément aux articles 2 et 18 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables. En 2018 l'exploitant a construit un bâtiment de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702 II et III.a et IV. Aucun PAC n'a été déposé pour cette construction. Le stockage des engrais est effectué en big bacs. Le bâtiment d'une surface de 3200m ² n'est pas suffisamment éloigné de la limite de propriété (moins de 10m). Une partie de la surface du bâtiment de stockage (environ 15m ²) a été condamnée (isolée par les plots fixés au sol). Aucun stockage n'y est effectué. Le cabinet APSYS est en cours de finalisation de la mise à jour de l'étude de dangers de ce site. La nouvelle étude de dangers devra reprendre l'ensemble des modifications et caractéristiques du site et être envoyée au plus tôt à la préfecture.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Les stockages fractionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Les stockages fractionnés
Prescription contrôlée : Les stockages sont fractionnés ; les tas d'engrais stockés en vrac et les îlots d'engrais conditionnés sont isolés de manière efficace les uns des autres afin de limiter la quantité de produits susceptibles d'entrer en réaction et les effets d'une éventuelle décomposition ou détonation. Les engrais sont fractionnés et disposés de manière à permettre une intervention rapide en cas de besoin, quelles que soient les circonstances.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le bâtiment de stockage en big bacs est équipé de murs séparatifs en béton (logo). Des engrais conditionnés sont isolés de manière efficace les uns des autres.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Plusieurs procédures et consignes encadrent l'exploitation du site (incendie, sécurité des intervenants, alerte en cas d'incident), par exemple : <ul style="list-style-type: none">• CONSIGNE DE SÉCURITÉ - CONS/EXP/15 Version 2 du 01/04/2021 ;- procédure « Métiers du grain » PRO/CE/04 - V18 08/04/2021 ;• procédure « Périodicité des enregistrements de traçabilité » - LIST/EXP/26 Version 1 du 08/04/2021• procédure « Auto - échauffement » - CONS/EXP/26 Version 2 du 09/04/2021 Les consignes de sécurité sont disponibles dans le logiciel interne et consultables à tout moment. Elles n'appellent pas de remarque. La présence d'une consigne concernant les séchoirs (CONS/EXP/26 Version 4 du 05/11/2021 a été constatée parmi d'autres consignes encadrant l'exploitation du site. A ce jour, les séchoirs ne sont pas exploités L'interdiction de feu est affichée en entrée de site. L'exploitant a explicité la procédure de permis des feux (SUP 0277 Version 3 du 18 mars 2019), ceux-ci sont accordés par le responsable de site ou d'exploitation (exemple d'un permis du 06 juin 2022, nr 1992 qui a été présenté). Une inspection est effectuée à l'issue des travaux. En revanche, le numéro de Plan de prévention (03687) signé par l'entreprise intervenante (Fermetures Saonoises) n'est pas repris sur le permis de feu. La référence de Plan de prévention devrait être rappelé sur le permis de feu. Par ailleurs, l'exploitant a établi le document POI (version K du novembre 2021). Les consignes de sécurité qui encadrent l'exploitation doivent être tenues à jour et correspondre à l'activité autorisée.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre et installation électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> <p>Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p>Constats : La vérification des installations électriques est annuelle. Les derniers rapports de ces vérifications périodiques, datant du 13/09/2021 et du 14/10/2020, ont été présentés à l'Inspection. Seules des observations mineures ont été constatées.</p> <p>Via le site internet de DEKRA (MYDEKRA), un fichier de suivi des observations est disponible. Toutes les réparations liées aux observations avec la date de réalisation y sont tracées.</p> <p>La vérification de la protection foudre est également annuelle et réalisée en même temps que la vérification des installations électriques.</p> <p>L'ARF et l'ETFont été mises à jour suite à la construction de nouveaux bâtiments de stockage big bacs en 2020 par DEKRA. Le dossier d'ouvrages exécutés pour la mise en conformité du 22 mars 2021 a été présenté à l'Inspection.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyages
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Une procédure spécifique définit les modalités de nettoyage sur le site (LIST/EXP/21 Version 3 du 04/08/2021). En fonction des zones de travail, une périodicité différente est indiquée, comme : <ul style="list-style-type: none">- fosse de réception (hors ATEX) à nettoyer après chaque engorgement et à l'appréciation du chef de silo ;- silo, galerie inférieure (hors ATEX) à nettoyer à l'appréciation du chef de silo ;- silo (zone ATEX) à nettoyer après chaque produit pour éviter la contamination croisée - allergènes). L'exploitant tient à jour un registre des nettoyages sur son logiciel interne. Par sondage, le nettoyage de la fosse de réception (silo 1, fosse 1) a été contrôlé. Les dates suivantes ont été relevées : <ul style="list-style-type: none">• 20/05/2022 ;• 27/05/2202 ;• 03/06/2022. Lors de la visite du site il a été constaté que la fosse en question était bien entretenue et propre.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : L'ensemble des 26 cellules est équipé de sondes de température connectées à l'ordinateur dans le bureau du chef de silo. Une procédure spécifique définit les modalités de prise de température (LIST/EXP/26 Version 1 du 08/04/2021). Les enregistrements des relevés des mesures sont automatiques. Par sondage les températures pour la cellule contenant du orge ont été contrôlées : <ul style="list-style-type: none">• 09/06/2022 (1930 tonnes) température selon la hauteur 18°C, 12°C, 14°C, 13°C (silo 2 cellule 18) ;• 14/06/2022 (en temps réel) température selon la hauteur 18°C, 15°C, 12°C, 15°C, 13°C (silo 2 cellule 18).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet